

Les franchises de Saint-Maurice d'Agaune

Pierre DUPARC

L'Abbaye de Saint-Maurice d'Agaune, par son ancienneté et l'importance de ses possessions, a joué un rôle prépondérant dans la région du Bas-Valais en amont du Léman. Dans ce *pagus*, appelé Chablais, puis Vieux Chablais, la Maison de Savoie s'assura dès le XI^e siècle des pouvoirs étendus, en occupant l'abbatiate, puis l'avouerie¹. A côté de l'abbaye un bourg se forma². Sa situation, au premier défilé alpin, près d'un pont sur le Rhône, commandait l'accès à la haute vallée du fleuve. C'était un lieu de passage. Vers l'est et le sud les grands cols transalpins s'ouvraient sur l'Italie : Grand-Saint-Bernard conduisant au val d'Aoste et en Piémont, ou Simplon conduisant en Lombardie. Du nord arrivait la route de la rive septentrionale du Léman, où affluent les chemins venant de Bourgogne par les cols du Jura et les chemins du Plateau suisse venant de la vallée du Rhin. De l'ouest arrivait la route de la rive méridionale du Léman, venant de Genève et de la région lyonnaise. L'existence d'une souste et d'un péage important témoigne de l'activité de la circulation³. En outre le Chablais est à un carrefour d'influences en matière de droit et d'institutions. Car si le pays de Vaud, le Valais et le val d'Aoste sont des pays dits « coutumiers », la Savoie et, dans une moindre mesure, le Genevois et le Faucigny se rattachent par certains côtés aux pays dits « de droit écrit », ouverts à une pénétration du droit romain au XIII^e siècle⁴. Cette position exceptionnelle du bourg de Saint-Maurice n'est pas étran-

¹ Voir entre autres ouvrages : L. BLONDEL, *Les anciennes basiliques d'Agaune. Etude archéologique*, Vallesia, III, 1948 ; J.-M. THEURILLAT, *L'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune*, Vallesia, IX, 1954 ; P. BROISE, *Le Chablais antique dans le cadre du décanat d'Allinges*, Mélanges L. Blondel, Genava, n. s. XI, 1963, pp. 38-50 ; P. DUPARC, *Le comté de Genève, IX^e-XV^e siècle*, Genève, 1955, pp. 377-380.

² Quelques travaux sur ses fortifications : L. BLONDEL, *supra* ; M. GUINAND, *Histoire des fortifications de Saint-Maurice*, Genève, 1965 ; FRITZALB, *Les origines des fortifications de Saint-Maurice*, *Revue historique du mandement de Bex*, 5, 1971, pp. 19-21.

³ M. C. DAVISO di CHARVENSOD, *La route du Valais au XIV^e siècle*, *Revue d'histoire suisse*, 1951, pp. 545-559 ; et *I Pedaggi delle Alpi occidentali nel medio evo*, Torino, 1961. Cf. P. DUPARC, *Les cols des Alpes occidentales et centrales au moyen âge*, dans *Actes du colloque sur les cols des Alpes dans l'Antiquité et le Moyen Age*, Orléans, 1971, pp. 183-196.

⁴ G. PARTSCH, *Un aspect général de la première apparition du droit romain en Valais et à Genève au XIII^e et au début du XIV^e siècle*, dans *Mémoires de la Société pour l'histoire*

gère à certains aspects des franchises qui lui furent octroyées en 1317 par le comte Amédée V de Savoie.

Les chartes de franchises en effet contiennent souvent beaucoup d'articles qui sont repris dans des actes de la même époque ou de la même région. Mais on peut trouver aussi, en plus ou moins grand nombre, des dispositions originales. Cette variété permet de regrouper les franchises en différentes familles aux ramifications étendues ou restreintes⁵. Il est rare qu'une charte de franchises paraisse former un type unique, ou presque unique. Les franchises de Saint-Maurice présentent l'intérêt d'avoir nombre de traits spécifiques, qu'on ne retrouve pas ailleurs, si ce n'est dans les franchises de la localité voisine, sur la route du Grand-Saint-Bernard, de Sembrancher, octroyées en 1322⁶.

Les différentes dispositions sont énumérées sans grand ordre, comme dans toutes les franchises. On pourrait les regrouper ainsi : procédure, droit pénal, droit privé, bourgeoisie, privilèges économiques, droits du comte et fiscalité, extension géographique des franchises. Mentionnons d'abord rapidement celles qui ne présentent pas d'intérêt particulier.

En procédure c'est la liberté provisoire sous caution, sauf pour les cas graves (art. 1, 2). En droit pénal c'est le tarif détaillé des amendes — moins détaillé cependant que dans d'autres franchises — pour les coups, blessures et injures, à l'exception des meurtres (art. 3-7). Le droit privé ne comporte que le rappel des coutumes en matière de succession : les deux dévolutions, ab intestat et testamentaire, sont reconnues, la première allant jusqu'au quatrième degré canonique, extension la plus courante (art. 8, 23) ; même les usuriers manifestes et les bâtards sont admis à laisser leurs biens de ces deux manières, sans compter la donation entre vifs. Parmi les privilèges économiques relevons la confirmation du marché hebdomadaire et des sept foires annuelles (art. 12), ainsi que le monopole de la vente du vin par les bourgeois (art. 10). Enfin les droits du comte et la fiscalité sont cités avec le toisé, impôt sur les maisons (art. 16), le treizain, droit de mutation (art. 17), la leide,

du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands, 19^e fasc., 1957, pp. 59-75 ; S. STELLING MICHAUD, *Les étudiants valaisans à Bologne et la réception du droit romain au XIII^e siècle dans le diocèse de Sion, Vallesia*, VI, 1951, pp. 59-81 ; P. DUPARC, *La pénétration du droit romain en Savoie (première moitié du XIII^e s.)*, *Revue historique de droit*, 1965, pp. 22-86.

⁵ Cf. R. MARIOTTE-LÖBER, *Ville et seigneurie. Les chartes de franchises des comtes de Savoie, fin XII^e s.-1343*, *Mémoires et documents publiés par l'Académie florimontane*, Annecy, 1973.

⁶ Editées toutes deux par J. GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, 5 vol., dans *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse romande*, t. 29-33, 1875-1884, nos 1401 et 1610, t. 3, pp. 282-287 et 592-599. Autre édition des franchises de Saint-Maurice d'après un vidimus de 1344 par DUFOUR et RABUT, *Mémoires et Documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, t. 23, 1885, pp. 239-246. Les 9 premiers articles de Saint-Maurice se retrouvent dans le même ordre à Sembrancher ; ensuite 10 correspond à 16, 11 à 15, 12 à 17 et 18 avec modifications, 13 à 28 avec modifications, 14 à 28 avec additions, 15 à 30, 16 et 17 à 31 et 32 avec modifications, 18 à 26, 19 à 33, 20-22 à 34-35, 23 à 37, 24 à 27, 25 à 38, 26 à 40, 27 à 41 avec modifications, 28 à 48. Articles nouveaux de Sembrancher : 14 (péages), 19, 25 (leyde), 39 (adultère), 42 (femme), 43 (bois), 44 (coutumes), 45 (garde), 46 (chevauchée).

impôt indirect sur les denrées vendues par des non-bourgeois (art. 18), la banalité des fours (art. 19) et le banvin (art. 20).

En revanche un certain nombre de règles sont originales et permettent, comme nous l'avons avancé, de placer les franchises de Saint-Maurice dans une catégorie spéciale.

La procédure en offre quelques exemples. Le plus important a trait au duel judiciaire : ce moyen de preuve est possible pour certains *verba injuriosa* (art. 7). Ceci paraît contraire à la règle habituelle : *de nulla injuria fit pugna*. Dans le pays de Vaud, entre autres, le duel judiciaire est restreint par plusieurs franchises de la première moitié du XIV^e siècle⁷, et souvent même il est supprimé⁸ ; quand il subsiste aux XIV^e et XV^e siècles c'est un moyen de preuve réservé à des crimes graves, comme l'indique le *Plaict général de Lausanne* de 1368⁹. Dans le royaume de France également il y eut de nombreuses tentatives pour supprimer complètement le duel judiciaire¹⁰. La *clama*, citée dans l'article 24, est un émolument dû pour déposer une plainte devant le juge. Elle présente à Saint-Maurice un caractère archaïque, car elle est fixée à 3 sous, sans distinction, suivant l'importance de la cause, de *clama major* et de *clama plana* ; en général cependant, dès la fin du XIII^e siècle deux tarifs différents sont indiqués dans les franchises et payés par l'accusé s'il est reconnu coupable¹¹. La *saisina* du comte ou du châtelain, prévue par l'article 21, est une saisie provisoire, ou conservatoire : le bien litigieux est mis sous séquestre ; celui qui viole la saisine est puni du ban de 60 sous, le plus élevé¹². Mais ce qui paraît nouveau dans cet article, c'est la possibilité offerte au saisi : le séquestre peut être remplacé par un cautionnement, alors que cela n'est pas possible en règle générale.

En droit privé les règles successorales, dont nous avons vu qu'elles n'excluaient ni les bâtards, ni les usuriers¹³, présentent des traits plus singuliers. En l'absence d'enfants, d'agnats ou de cognats jusqu'au quatrième degré

⁷ Restreint aux causes criminelles dans les franchises de Moudon de 1285 ; FOREL, *Chartes communales du pays de Vaud*, dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, XXVII, 1872, n° 6, art. 36, p. 21. De même à Nyon en 1364 ; *ibidem*, n° 53, p. 149. Cf. P. GALLONE, *Organisation judiciaire et procédure devant les cours laïques du pays de Vaud à l'époque savoyarde (XIII^e-XVI^e siècle)*, dans *Bibliothèque historique vaudoise*, n° 45, Lausanne, 1972, pp. 201-208.

⁸ Supprimé en 1328 à Morges par lettres de Louis de Savoie ; FOREL, n° 24, pp. 61-62. De même à Payerne en 1347 ; *ibidem* n° 34, art. 48, p. 106.

⁹ J.-P. BAUD, *Le Plaict général de Lausanne de 1368*, thèse, Lausanne, 1949, et *Bibliothèque historique vaudoise*, X, Lausanne, 1949, p. 177. Cf. GALLONE, p. 203.

¹⁰ Ordonnance de 1306 par exemple. Voir H. MOREL, *La fin du duel judiciaire en France et la naissance du point d'honneur*, dans *Revue historique de droit*, 1964, pp. 574-639. On retrouve le droit accordé aux bourgeois de refuser le duel judiciaire dans des coutumes du Midi de la France, comme à Marmande en 1340 ; P. OURLIAC et M. GILLES, *Les coutumes de l'Agenais*. I. *Les coutumes du groupe de Marmande*, dans *Publications de la Société d'histoire du droit et des institutions des anciens pays de droit écrit*, Montpellier, 1976, pp. 226-227.

¹¹ Cf. P. GALLONE, pp. 142-144 ; R. MARIOTTE-LÖBER, pp. 81-82.

¹² Prescription apparaissant rarement dans les chartes de franchises. Voir cependant le *Plaict général de Lausanne*. Cf. GALLONE, pp. 172-174.

¹³ Au XIV^e siècle cette incapacité de succéder des bâtards et des usuriers a généralement disparu. Cf. MARIOTTE-LÖBER, pp. 49-52.

canonique, les biens sont dévolus au seigneur, mais avec usufruit au conjoint survivant (art. 23). La dévolution au conjoint survivant est une règle des pays de droit écrit après le XII^e siècle, avec application d'une disposition tardive du droit romain, la *bonorum possessio unde vir et uxor*¹⁴ ; elle n'a jamais été admise par les coutumes du nord, du moins avant le XVI^e siècle. Cette dévolution a un aspect d'un gain de survie ; dans plusieurs coutumes de l'ouest de la France le veuf pouvait bénéficier d'un douaire. Cependant les expressions *dos* et *dotalicium*, qui apparaissent par exemple à Bonne en 1310, ou à Evian en 1324¹⁵, sont absentes des coutumes de Saint-Maurice.

La bourgeoisie est évoquée plus brièvement que dans d'autres franchises. C'est essentiellement l'article 9 qui précise les conditions pour devenir bourgeois : séjour d'un an et un jour et contribution aux dépenses de la ville. Mais ne sont mentionnés ni le serment, ni le droit d'admission, ni l'obligation d'acheter un immeuble¹⁶. D'autre part il n'est fait aucune mention de l'administration de la ville, ni des syndics. Ceux-ci existent cependant dès le XIII^e siècle¹⁷.

A propos des droits comtaux et des questions militaires on trouve également quelques clauses singulières. La chevauchée est due au comte pendant un mois par an. Mais à cette limitation dans le temps, l'article 13 en ajoute une autre dans l'espace, liée à la situation géographique de Saint-Maurice : la chevauchée doit se faire autour du lac Léman, et sans qu'on s'en éloigne à plus d'une journée de marche. Une règle semblable est énoncée naturellement à Sembrancher (art. 28), mais aussi à Villeneuve de Chillon en 1214, à Aigle en 1314 et à Yvoire en 1324¹⁸. Il s'agit de procurer au comte une sorte d'infanterie de marine pour sa flotte du Léman. L'article ajoute d'ailleurs qu'en cas de nécessité les *clientes* de la ville doivent rester plus d'un mois à la chevauchée, à la charge pour le comte de les indemniser ; le texte n'oppose pas le *clients* à l'*homo de cavalcata*, et il en est de même dans l'article suivant ; il semble donc qu'il faille se garder d'attribuer dans tous les cas au mot *clients* le sens exclusif de mercenaire ou soldat professionnel payé par une communauté d'habitants. L'article 14 autorise les *clientes* de la ville à ne venir à la chevauchée générale qu'après le passage des *clientes* venant de plus haut, d'au-delà de Saint-Maurice. On est toujours dans le cas d'une concentration sur les bords du Léman et les troupes viennent des hautes vallées. L'explication de ce décalage dans le temps est donnée : à cause des dangers d'incendie et des désordres qui peuvent survenir dans une « ville vide », entendons vidée de ses hommes bons pour le service militaire.

¹⁴ La Novelle 118 du droit de Justinien.

¹⁵ Cf. LULLIN et LE FORT, *Recueil des franchises et lois municipales des principales villes de l'ancien diocèse de Genève*, dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, XIII, 1863.

¹⁶ L'article 11 précise seulement que ceux qui achètent des biens à un bourgeois doivent contribuer en proportion.

¹⁷ Ils sont expressément cités dans un procès de 1276 ; GREMAUD, *cit.*, n° 839, II, pp. 246-247.

¹⁸ FOREL, n° 1, p. 6, n° 15, p. 48, et LULLIN et LE FORT, art. 28, p. 182. Cf. R. MARIOTTE-LÖBER, p. 62.

Un article qui suit immédiatement ceux relatifs à la chevauchée a trait au trafic d'armes : il est interdit d'aliéner ou d'engager toutes les catégories d'armes (art. 15). Il ne s'agit pas d'une interdiction de saisie, celle-ci ne visant, d'ailleurs, quand elle existe, que certains objets indispensables à la vie du débiteur ¹⁹. Il s'agit d'une mesure de sécurité, et l'article précise que la vente ou l'engagement d'armes reste possible de bourgeois à bourgeois.

Enfin un article additionnel, inséré dans le protocole final, contient une clause d'exception à propos des *mutuatores*, changeurs ou prêteurs. Ceux-ci, du moment qu'ils tiennent une « casane », une boutique de change ou de prêt — on n'ose dire une banque — sont exclus du bénéfice des franchises. On sait qu'il y eut en effet une casane à Saint-Maurice pendant tout le XIV^e siècle, tenue par des Astesans ; leur activité principale était le change et le prêt sur gages ²⁰. Cette exclusion des franchises ne paraît pas contredire les articles en faveur des usuriers que nous avons cités. Il s'agit avec les Astesans, ou Lombards, d'étrangers, d'aubains. Leur statut échappe au droit urbain, et ils sont généralement protégés directement par le comte, moyennant un droit de garde.

Les franchises de Saint-Maurice présentent donc des caractères singuliers. Il est difficile de discerner les influences qu'elles auraient subies. On retrouve à Aoste, en cette même année 1317, mention du duel judiciaire, et en 1326 une interdiction d'engager des armes. Mais le droit écrit, qui n'est pas celui du val d'Aoste, est donné comme source supplétive du droit pénal à l'article 26 des franchises de Saint-Maurice ; il est probablement à l'origine de l'usufruit du conjoint survivant, sans mention de dot ni de douaire. La situation géographique de Saint-Maurice explique ces singularités, aussi bien en ce qui concerne les conceptions juridiques, qu'à propos des institutions militaires.

¹⁹ Comme les vêtements, le lit, les animaux de labour. A Aoste cependant en 1326 interdiction « pignorari de bobus et asinis suis seu armis » ; *Le livre rouge de la cité d'Aoste*, éd. M. A. Letey Ventilatici, dans *Miscellanea di Storia italiana*, s. IV, v. I, Torino, 1956.

²⁰ A. M. PATRONE, *Le casane astigiane in Savoia*, dans *Miscellanea, cit.*, s. IV, v. IV, Torino, 1959, pp. 71, 74, 87, 132, 140-149, 160, 162, 168.